

*Questions orales*

En réalité ils espèrent atteindre un jour à un stade de développement économique tel qu'ils pourront aider le reste du pays, et c'est un espoir que nous partageons. Quant à l'engagement que nous avons pris relativement aux ressources sous-marines, nous veillerons à ce que la majeure partie de ces ressources profite aux citoyens de ces provinces tant que leur revenu moyen ne sera pas comparable au revenu moyen national, précisément pour qu'ils puissent se passer de subventions.

Nous ne considérons pas le MEER comme une forme de subventions, comme le député semble le faire, dans les études comparatives sur le revenu. Je sais que, d'après ces études, depuis la création du MEER en 1969, la tendance à l'émigration a été renversée dans les Maritimes. Voilà qui prouve, à mon avis, que si les gens immigrer aux Maritimes, c'est que les dix années de gouvernement libéral leur ont fourni des occasions de prospérer.

**Des voix:** Bravo!

**M. Crosbie:** J'ai une dernière question supplémentaire, madame le Président. Les gens reviennent dans les maritimes parce que, sous un gouvernement libéral, l'avenir est bloqué partout au Canada; il vaut donc mieux retourner dans les provinces de l'Atlantique, qui sont au moins gouvernées par des conservateurs.

**Des voix:** Bravo!

**M. Crosbie:** Si je rappelle que les dépenses gouvernementales ont augmenté de 60.6 p. 100, en chiffres réels, de 1970 à 1978, tandis que les dépenses du MEER ont diminué de 22 p. 100, c'est pour prouver au premier ministre qu'il ne remplit pas ses engagements envers la population de la région de l'Atlantique.

Je voudrais lui poser la question suivante: est-il prêt à demander à ses ministres d'accélérer les projets de développement économique et industriel, par exemple la construction du Synchronlift à la cale sèche publique du port de Saint-Jean, ce qui créerait des emplois; est-il prêt à instaurer une politique visant à faire construire dans les chantiers navals de la côte est les navires de pêche qui exploitent les eaux de cette côte, ce que le budget du 11 décembre ne manquait pas de faire, ou à ordonner à son ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources de veiller à hâter la mise en service de la raffinerie de pétrole de Come-by-Chance? Toutes ces initiatives permettront de créer des emplois et produiront des richesses dans l'ouest du Canada. C'est ce que nous voulons . . .

**Mme le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Trudeau:** Oui, madame le Président, pour nous ces initiatives sont fondamentales et sont au cœur de notre politique énergétique. Nous allons proposer à la Chambre et suggérer au premier ministre provincial, M. Lougheed, la semaine prochaine, de faire en sorte que cette manne pétrolière inespérée profite à tous les Canadiens et nous permette de réaliser les

projets qui intéressent le député. J'espère donc que ce parti nous donnera son appui quand nous essaierons de redistribuer les gains inespérés provenant des prix pétroliers de l'OPEP.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

**LES RESSOURCES SOUS-MARINES****LES BÉNÉFICES INDUSTRIELS POUR LES PROVINCES**

**M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est):** Madame le Président, la déclaration du premier ministre nous réjouirait, évidemment, si nous étions persuadés qu'il allait ordonner à ses ministres de prendre ces mesures, mais il est assez difficile de le croire étant donné que ni lui ni aucun de ses ministres . . .

**Des voix:** La question.

**M. Forrestall:** . . . n'ont assisté à la conférence constitutionnelle qui s'est récemment tenue à l'université Acadia, la première à avoir lieu dans les provinces de l'Atlantique depuis longtemps, pour appuyer . . .

**Des voix:** La question.

**M. Forrestall:** Compte tenu de ce qu'il vient de dire, je me demande si le premier ministre peut nous donner l'assurance, peut nous donner sa parole, que les ressources en hydrocarbures d'Hibernia, celles de l'est de l'Arctique et celles situées au large du plateau Sable serviront au développement industriel des provinces de l'Atlantique ou de Terre-Neuve et non à celui du centre du pays. Peut-il nous donner cette assurance?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Oui, madame le Président, cela me semble être une politique très raisonnable. Le présent gouvernement considère en effet que l'exploitation des ressources sous-marines devrait sans aucun doute profiter en grande partie aux provinces qui se trouvent à proximité de ces ressources. J'ai établi très clairement dans mes énoncés de politique sur les ressources sous-marines que c'était là notre intention et j'approuve sans hésiter la politique du député à cet égard.

**Des voix:** Bravo!

**M. Forrestall:** Nous nous défions un peu des cadeaux. Ce que nous voulons, comme l'a indiqué le député de Saint-Jean-Ouest, c'est nous libérer du joug des transferts. Comme le sait bien le premier ministre, l'Est du Canada subsiste uniquement grâce aux transferts de fonds de gouvernement à gouvernement et de gouvernement à gouvernés.

● (1425)

Je demande au premier ministre de nous donner l'assurance que le développement des industries pétrochimiques ou tout autre expansion industrielle importante à laquelle peut donner lieu l'exploitation des hydrocarbures auront lieu dans les provinces de l'Atlantique ou à Terre-Neuve et non pas seulement au Québec ou en Ontario.

**Une voix:** C'est la même question.